HAL
open science

Le contexte économique et social de la crise algérienne

Georges Mutin

To cite this version:

Georges Mutin. Le contexte économique et social de la crise algérienne. La crise algérienne : enjeux et évolution, Mario Melle éditions,, 17 p, 1997. halshs-00361566

HAL Id: halshs-00361566

https://shs.hal.science/halshs-00361566

Submitted on 16 Feb 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le contexte économique et social de la crise algérienne

Mutin Georges

Sommaire

- I Le modèle de développement et son échec
  - A La période Boumediene (1967-1978): mise en place et premiers dysfonctionnements.
    - Les principes
  - La mise en place, les étapes de réalisation.
    - Le contexte mondial est favorable
    - La crise du système productif: un bilan sévère
  - B La période Chadli : tentatives de réforme avortées (19780/86) et l'infléchissement de la politique économique
  - C Les effets dévastateurs du contre choc pétrolier
    - Le rééchelonnement de la dette et le plan d'ajustement structurel
    - Le point sur l'évolution récente de la situation économique
- II Les enjeux de société
  - A De profondes mutations dans la société algérienne
    - La montée des jeunes
    - Les nouvelles composantes de la société
  - B Une population majoritairement citadine en proie à une extraordinaire crise de l'habitat
  - C L'explosion du chômage.
  - D La baisse du niveau de vie et l'accentuation des inégalités sociales

Texte intégral

La crise politique qui déchire l'Algérie se déroule sur un fond de crise économique qui ne fait que s'aggraver depuis la fin des années 1980. Ses racines sont lointaines: elle est en fait la remise en cause de toute la politique de développement engagée sous la période Boumediene (1965-1978). Depuis le contrechoc pétrolier, l'économie algérienne est gérée de façon fluctuante et contradictoire, sans réelle perspective. Elle a des effets sociaux dévastateurs. La situation est telle qu'une sortie de crise apparaît pour l'instant très problématique.

I Le modèle de développement et son échec

Après les trois années troublées et assez confuses qui ont suivi l'Indépendance (1962), les militaires prennent le pouvoir par le coup d'Etat de 1965 pour ne pas le quitter jusqu'à nos jours. Rapidement, dès 1967, ils vont, par touches successives, dresser un programme de développement économique dont les traits définitifs seront fixés en 1971. C'est ce que l'on appelle de façon habituelle le "modèle " algérien de développement. Ce programme se veut global. Il se plie à l'idéologie tiers mondiste. Le modèle tend à assurer l'Indépendance économique, gage de l'Indépendance politique. L'économie algérienne désarticulée et extravertie au sortir de la période coloniale doit devenir intégrée et autocentrée. Quels sont ses grands traits? Quels sont les résultats auxquels on a abouti?

A La période Boumediene (1967-1978): mise en place et premiers dysfonctionnements.

Les principes

Le projet accorde une incontestable priorité à l'industrialisation et repose sur le le schéma des industries industrialisantes. L'Algérie entend créer une "structure industrielle cohérente" fondée sur la création de pôles de développement où se localisent des industries motrices à partir desquelles se diffuse la croissance, le progrès, l'innovation, le dynamisme. Ces industries sont susceptibles d'entraîner des effets en amont (matières premières traitées sur place) et en aval (toute une chaîne d'industries en dépendent). En Algérie le choix des industries motrices est fonction des ressources naturelles du pays.

 la sidérurgie doit valoriser les ressources de minerai de fer. Elle pourrait également fonctionner au gaz naturel. Le but est de produire fonte et acier et de développer en aval toute une série de branches: industries métalliques (charpente, chaudronnerie, tubes), industries mécaniques (biens d'équipement, automobiles et véhicules industriels, cycles), industries électriques.

 les hydrocarbures_à partir desquels peut se développer toute une chaîne pétrochimique de produits très diversifiés: ammoniac (engrais), méthanol, résines synthétiques, matières plastiques. Mais les hydrocarbures n'ont pas qu'un rôle industriel, ils servent également à financer le développement car ils sont fournisseurs de devises.

A partir de ces industries motrices, les effets de diffusion doivent conduire à une industrialisation, cohérente, en profondeur, à fort degré d'intégration. La création d'un véritable tissu industriel où les usines ne sont pas simplement juxtaposées les unes aux autres mais procèdent à des échanges nombreux.

L'articulation avec le secteur agricole est une autre composante du projet. L'industrialisation doit être intravertie c'est à dire tournée vers le marché national, composé encore d'une majorité de ruraux. L'articulation réussie entre l'agriculture et l'industrie est la condition de la transformation des rapports sociaux, d'une meilleure redistribution des revenus au profit des couches rurales. Bref, il s'agit d'un schéma global à l'image des slogans qui sont lancés: Révolution industrielle, Révolution agraire, Révolution culturelle.

Ce projet de développement s'accompagne d'une politique d'aménagement du territoire. L'industrialisation dans l'esprit des responsables algériens est un moyen essentiel de lutter contre les disparités régionales héritées de la colonisation: notamment l'opposition majeure littoral-intérieur sur laquelle vient se greffer une opposition secondaire est-ouest. La création d'industries devrait retenir la population sur place et mettre un frein au dangereux mouvement d'exode rural qui s'est considérablement amplifié vers les villes du littoral pendant les années de guerre. D'où des politiques de localisation industrielle qui ne reposent pas toujours sur des critères de stricte rentabilité économique. Les industries motrices sont nécessairement situées sur le littoral en raison de la contrainte du marché extérieur (il faut exporter) mais la diffusion du fait industriel se fait à l'intérieur du pays et elle doit être rapide. L'industrialisation doit aussi donner à toutes les régions du pays des chances égales de développement. Il y a volonté d'une politique globale d'aménagement du territoire: développement des infrastructures de communication, des structures de formation, de mobilisation des ressources et notamment des ressources hydrauliques etc....

Dans ce projet ambitieux de développement, le rôle de l'État est déterminant. L'Algérie rejette la voie capitaliste de développement. On peut s'interroger longuement sur la nature du socialisme algérien souvent confondu avec le rôle de l'État. L'action de l'État algérien est l'exemple type d'une politique volontariste, une politique de croissance à marches forcées. L'État qui contrôle l'essentiel des des moyens de production, est opérateur industriel, investit pratiquement seul. Au total, toutes branches confondues, la part du secteur public couvre 58% de l'emploi, 65% du PIB et 80% de l'investissement.

La mise en place, les étapes de réalisation.

L'Algérie à compter de 1967 et surtout au cours de la décennie 70 entre dans une période de réalisation rapide.

Dans un premier temps, des industries dites de substitution, sont mises en place notamment dans le secteur textile. L'équipement du foyer algérois, héritage des dernières années de colonisation (zone industrielles de Rouiba Reghaïa) s'achève.

A compter de 1969, les phases d'industrialisation se succèdent. Les pôles de développement littoraux (Arzew-Bethioua et Skikda fondés sur les hydrocarbures, Annaba le pôle sidérurgique) sont équipés et à compter de 1974, le fait industriel pénètre largement à l'intérieur du pays. L'image donnée par le pays au cours de ces années 70 est celle d'un immense chantier. L'usine fait partie du paysage des villes algériennes. A la fin de la décennie la pays compte plus de 75 zones industrielles et plus de 200 communes abritent au moins une implantation industrielle.

Dans les campagnes la Révolution agraire complète l'action conduite en 1963. Aux domaines autogérés issus du foncier colonial s'ajoutent les nouvelles coopératives de la Révolution Agraire (CAPRA) constituées à partir des terres communales et d'une partie de la grande propriété privée.

Cette politique de développement s'engage dans un environnement assez contrasté où se mêlent éléments favorables et contraintes.

Le contexte mondial est favorable

 économiquement: la décennie 70 a été celle de l'augmentation spectaculaire du prix du pétrole (de 1,80$ à 35$). Ainsi les recettes tirées des hydrocarbures vont passer de 0,2 milliards de dinars en 1970 à 12,5 en 1980 (elles sont multipliées par 60!). L'Algérie ne connaît pas de trop graves problèmes financiers ce qui ne l'empêche pas en fin de période de s'endetter assez fortement.

1970	0,2 milliards de$	1986	5,8 milliards de $
1974	3,2 milliards de$	1987	5,4 milliards de $
1980	12,5 milliards de$	1988	5,7 milliards de $
1985	9,8milliards de$	1996	12,6 milliards de $
		1997	13,3 milliards de $

Tableau. 1 : L'évolution des recettes pétrolières de 1970 à 1997

L'effort d'investissement consenti par la nation est impressionnant et en constante augmentation. (cf tableau 2)

1° Plan triennal	1967/68	12 milliards de dinars
1° Plan quadriennal	1970/73	34 milliards de dinars
2° Plan quadriennal	1974/77	110 milliards de dinars
Période de transition	1978/79	107 milliards de dinars
1° Plan quinquennal	1980/84	500 milliards de dinars
2° Plan quinquennal	1985/89	550 milliards de dinars

(en 1987 le Da = 1,36 FF- en 1988, 1,15 FF

Tableau 2: L'effort d'investissement

politiquement**:** la tentative algérienne attire l'attention avec, notamment la nationalisation de ses hydrocarbures en 1971. Pendant toute cette période l'Algérie est un pays leader du Tiers-Monde, à la tête des combats tiers-mondistes, elle accueille en 1973 la Conférence au sommet des Non Alignés. C'est Boumediene qui, à la tribune de l'ONU en 1974, prononce un discours important sur le Nouvel Ordre International. Le projet algérien de développement est, à l'époque, volontiers, présenté en contre exemple de l'expérience libérale ivoirienne et se démarque nettement des politiques mises en œuvre d'insertion dans l'économie mondiale par les petits territoires de l'Asie du Sud Est.

Sur le plan interne, la politique engagée, les perspectives d'une développement rapide, d'un rattrapage présenté comme possible suscitent une adhésion incontestable de la population

notamment dans les premières années de la décennie même si la nouvelle construction économique s'édifie sous le signe de l'austérité.

Par ailleurs, l'action est conduite dans le contexte d'une spectaculaire croissance démographique. Tout au long de la période le taux d'accroissement annuel a dépassé 3% et même 3,3%. On assiste à une spectaculaire montée des effectifs:

1962	10 millions d'habitants
1966	12
1977	18
1986	22
	actuellement près de 30

C'est une contrainte qui, pour des raisons diverses, n'a pas été suffisamment prise en compte par les responsables. On le verra cette démographie est actuellement une vraie bombe à retardement. La population est sans tradition industrielle (grande différence de ce point de vue avec les pays de l'Asie du sud est). Un gros effort de formation a été engagé mais il est compromis, plombé par la querelle sur l'arabisation.

La crise du système productif: un bilan sévère

Très rapidement de graves dysfonctionnements apparaissent. La fin de la décennie 80 est celle des interrogations. Les efforts consentis pendant plus de 10 ans, l'ampleur des investissements réalisés sont loin d'apporter tous les résultats escomptés. Le temps de la remise en cause est arrivé.

Dans le domaine agricole le bilan est très décevant, les difficultés ne font que s'accentuer. Les paysans refusent bien souvent d'adhérer aux nouvelles coopératives qui fonctionnent très mal. Ils répugnent notamment à s'insérer dans des équipes travail collectif. Le secteur autogéré reste toujours en difficulté. La production stagne ou régresse et ne peut faire face aux besoins du pays qui entre inéluctablement dans la dépendance alimentaire. C'est au cours de cette décennie que l'Algérie commence à importer de massives quantités de biens alimentaires. En 1970 les achats de biens alimentaires représentaient 6% des importations totales mais 41% en 1980. Les importations de céréales passent au cours de la même période de 0,6 million de tonnes à 2,5. Très rapidement dès 1980, la commercialisation des produits de l'agriculture est libre. La Révolution Agraire est officiellement close et les transactions sur les terres agricoles sont désormais possibles.

Dans le domaine industriel, la crise du système productif est moins marquée mais elle inquiète. La disparition prématurée de Boumediene (décembre 1978) donne, au cours des deux années de transition 78/79, l'occasion de dresser un bilan de l'action entreprise .

Les résultats au premier abord sont loin d'être négligeables. La gamme des productions s'est beaucoup élargie depuis quelques années puisque l'Algérie produit des tracteurs, des wagons, des engrais, des grues, des moissonneuses-batteuses, des produits pharmaceutiques, des téléviseurs. La couverture des besoins nationaux n'est toutefois pas atteinte dans quelques branches. La production d'acier est de 1 million de t, celle de ciment de 5 mais la

consommation dans ces deux branches est respectivement de 2,5 et 5 millions de tonnes. La couverture des besoins est de 90% pour les textiles et les cuirs, 95% pour les engrais. Dans la perspective de l'après-pétrole, l'Algérie envisageait l'exportation de ses produits industriels. L'objectif est loin d'être réalisé et les hydrocarbures représentent toujours 97% des exportations et alimentent le budget national à hauteur de 40 à 50%

Mais ces résultats bruts doivent être corrigés par deux observations.

 on part de très bas et la croissance peut paraître spectaculaire.

 surtout on relève une très faible productivité: les résultats ne sont pas à la hauteur des investissements consentis. De 1967 à 1980, pour augmenter la valeur ajoutée de 1 dinar, il a fallu investir 6 dinars, avec d'importantes différences selon les secteurs concernés: 8,75 pour les hydrocarbures, 11,2 pour le secteur industriel, 3,6 dans le secteur des BTP, l'agriculture. En fait, le mouvement d'industrialisation algérien s'est heurté à de très sérieuses difficultés.

En effet la croissance industrielle est mal maîtrisée, les transferts de technologie mal assurés. On enregistre de nombreux retards par rapport aux prévisions: des délais de réalisation de 3, 4 ou 5 ans ne sont pas rares. Ces retards sont graves du point de vue financier, étant donné le type d'industrialisation adopté, très capitalistique. Cela aboutit à un renchérissement considérable des coûts. Le retard fait perdre beaucoup des avantages attendus de l'économie d'échelle. Ainsi le coût de l'investissement dans la sidérurgie est-il de 3 000 $ pour une tonne produite, il est seulement de 500 $ en Corée du Sud. Beaucoup d'usines une fois construites ou bien ne fonctionnent pas ou bien fonctionnent très mal. Elles tournent en dessous de leurs capacités de production (30 à 40% à la fin des années 70). Beaucoup d'usines sont sur dimensionnées, certaines sont abandonnées. Au complexe sidérurgique d'El Hadjar à Annaba on est passé de 13 coulées quotidiennes à 5.

Ces problèmes sont inévitables en début d'industrialisation mais ils prennent de grandes proportions en Algérie et surtout ils perdurent. Pourquoi revêtent-ils une telle gravité?

 il faut mettre en cause a formation des hommes*:* il n'y a évidemment aucune tradition industrielle or le pays adopte assez systématiquement les processus les plus avancés technologiquement. On enregistre une insuffisance de cadres, d'ingénieurs et une pénurie encore plus dramatique de cadres moyens. L'industrie ne peut fonctionner qu'avec l'assistance technique étrangère très onéreuse. L'adaptation d'une main d'oeuvre néo-industrielle aux rythmes industriels pose problème Pour des raisons diverses on constate beaucoup d'absentéisme dans les usines, le "turn over" des salariés atteint de très forts pourcentages.

 il y a une très mauvaise articulation entre les différents secteurs économiques, de très nombreux goulets d'étranglement :

le ciment manque
l'agriculture ne fournit pas les produits nécessaires au bon fonctionnement des usines (cas des sucreries)
l'industrie pâtit du mauvais fonctionnement des approvisionnements, la bureaucratie est à la fois tatillonne et inefficace. Les retards s'accumulent les uns sur les autres.

 L'industrialisation s'est effectuée en négligeant les actions concomitantes et indispensables sur les infrastructures et les équipements. Ce sont des défaillances très graves dont on a pris

conscience trop tardivement: mauvais fonctionnement des transports, engorgement des ports et du réseau routier, aucun lien entre l'urbanisation et l'industrialisation. Les programmes de construction de logements pour la main d'oeuvre industrielle ont pris des retards gigantesques. La pénurie est illustrée en quelque sorte par les bidonvilles peuplés de sidérurgistes qui entourent le haut fourneau d'Annaba. Le problème est d'autant plus grave que la plupart des localisations sont exurbanisées, situées en dehors du tissu urbain. Bien souvent les travailleurs sont astreints à de très longues et très pénibles migrations alternantes.

 Une des difficultés majeures provient probablement de la faiblesse du niveau fin de cet outil industriel. Le système algérien lourd et rigide n'a pas autorisé l'émergence de tout un tissu de sous traitance qui lui aurait assuré souplesse et adaptation. Le parc industriel crée est resté un peu une greffe, spectaculaire, mais mal assurée sur ses assises.

B La période Chadli : tentatives de réforme avortées (19780/86) et l'infléchissement de la politique économique

La critique de la période Boumediene est sévère, la période qui suit sa disparition veut être une période de redressement. On vise à une meilleure gestion de l'appareil hérité. En fait dès 1980 des transformations importantes sont apportées aux orientations du pays. Mais ce que l'on a cru n'être initialement qu'un infléchissement s'est révélé avec le recul être une remise en cause progressive du modèle de développement adopté jusqu'alors.

Les tentatives de réforme visent en principe à mieux faire fonctionner le système hérité.

Dans le secteur agricole, on se lance dans une nouvelle réforme des structures agraires. Les exploitations relevant de l'État (domaines autogérés et Coopératives de production de la Révolution Agraire ou CAPRA) fusionnent pour devenir des Domaines Agricoles Socialistes très étroitement contrôlés par l'État. Les 3415 nouvelles exploitations ainsi créées sont un échec . Aucune amélioration de la production n'est enregistrée. La dépendance alimentaire est de plus en plus sensible. Parallèlement dès 1983, on autorise «l'Accession à la propriété foncière agricole» avec l'idée de mieux mettre en valeur les régions de faible densité (Hautes Plaines) et surtout le Sahara (mythe de l'agriculture saharienne)

Dans le domaine industriel**,** on enregistre la mise en service de nombreuses installations dont la construction avait été programmée et commencée quelques années plus tôt. Par contre aucun nouveau projet n'est lancé

L'infléchissement de la politique industrielle est manifeste. L'industrialisation n'est pas remise en cause mais l'est le style d'industrialisation adopté. La tendance est plutôt à multiplier les petites et moyennes unités dans les villes moyennes avec une promotion des projets gérés par les collectivités locales. L'accent est mis sur la bonne gestion de l'appareil industriel: le taux d'utilisation des capacités de production s'améliore un temps. Sans renier les bases industrielles jetées pendant les deux premières décennies, cette nouvelle étape devrait tendre à assurer au tissu industriel la trame fine qui lui manque (sous-traitance) et à mieux insérer l'industrie dans l'espace.

On restructure les grandes sociétés nationales devenues des monstres à gérer: un mouvement de déconcentration est lancé. Ainsi SONATRACH a été scindée en 13 sociétés, 71 entreprises nationales ont été restructurées en plus de 450 entreprises nouvelles soit nationales, mais plus spécialisées, soit régionales. Il s'agit plus de l'amélioration technique d'un instrument économique que d'une décentralisation véritable. Ne s'agit-il pas aussi tout simplement d'une récupération du pouvoir par les instances politiques, économiques et financières nationales inquiètes du pouvoir sans cesse grandissant détenu par des entreprises géantes ?

En réalité, la période est une période de désinvestissement. Il y a vieillissement de l'outil de production. L'effort de construction s'est relâché. Le nouvelles hausses intervenues en début de période sur le marché du pétrole ont masqué le fait que, dans tous les domaines, les productions ascendantes jusque là voient leur courbe se ralentir sinon stagner. Les grandes entreprises nationales s'ankylosent, les exportations hors hydrocarbures qui devaient préparer l'après pétrole régressent au lieu de croître.

Le primat de la production cède la pas au primat de la consommation. On a massivement recours aux importations dans le cadre de programmes anti pénuries. La rente pétrolière encore abondante le permet. Afin de satisfaire la frange supérieure des classes moyennes, le nouveau pouvoir rouvre grand les portes de l'importation inondant le pays des deux "f" (frigidaires et fromages). C'est aussi le début d'un endettement qui, en s'aggravant, coûtera cher plus tard au pays.

Il y a généralisation de la corruption dans le circuit de la rente pétrolière. Chaque opération avec l'étranger est l'occasion de pots de vin importants, de détournements, d'enrichissement rapide. Un ancien premier ministre lancera un véritable brûlot en évaluant la corruption à quelque 23 milliards de $ au cours des dernières années notamment à l'occasion de la gestion du plan anti pénuries.

Ainsi en 1985, à la poursuite de son indépendance économique, l'Algérie s'est paradoxalement retrouvée comme beaucoup d'autres pays du Sud prise au piège de 4 dépendances:

- le prix du pétrole et ses fluctuations
- les importations alimentaires
- les transferts technologiques
- l'endettement extérieur

En fin de compte l'Algérie est dans la même situation que beaucoup de pays arabes. La rente pétrolière et les possibilités d'endettement ont permis la généralisation du salariat, la création d'emplois sans réelle contrepartie productive. Elles ont contribué à renforcer les activités gestionnaires et bureaucratiques. Exemple, certes, d'une politique volontariste mais il y a surdétermination du politique sur la rentabilité économique. La construction industrielle a davantage été gérée selon une logique de pouvoir et non pas selon une logique de production. On constate une nouvelle structuration de la société mais établie sur des bases économiques fragiles.

C Les effets dévastateurs du contre choc pétrolier

Dans ce contexte déjà très dégradé, l'effondrement de la rente pétrolière marque une véritable rupture. Les rentrées pétrolières passent de près de 10 milliards de $ en 1985 à un peu plus de 5 en 1986. Elle se maintiendra à ce faible niveau jusqu'en 1990 (cf tableau 1). L'économie

rentière est atteinte de plein fouet. Une période troublée s'ouvre pour l'Algérie avec une considérable aggravation de la situation marquée par les émeutes de 1986 à Constantine et surtout les très graves émeutes d'Alger en octobre 1988. Sur le plan économique des politiques fluctuantes vont être engagées.

Une tentative de libéralisation est conduite dès 1986 au sein de la Présidence et officiellement après 1989 avec la constitution du gouvernement Hamrouche. Elle vise à une Réforme dont les objectifs peuvent être résumés de la façon suivante:

- Sortir de la centralisation administrative et du carcan bureaucratique.

- Une meilleure insertion dans une économie de marché où la monnaie et la gestion monétaire reprennent tous leurs droits (on tente de mettre fin aux taux de change administrés, début de dévaluation de la dévaluation du dinar : de 1,36 FF en 1987, le dinar tombe à 0,42 FF en 1990).

- Les grandes entreprises deviennent plus autonomes et plus responsables.

- Dans le domaine agricole des réformes importantes. Il y a éclatement des grands domaines socialistes en petites exploitations collectives. La réforme est mise en œuvre en 1987. En gros il y appropriation privée des moyens de production (sauf la terre). C'est un grand pas vers la privatisation.

- La réforme politique conditionne la réussite de toute la Réforme et un des aspects les plus révélateurs est l'introduction du pluralisme politique et la liberté de la presse qui se traduit par la multiplication des titres de journaux.

Mais les obstacles empêcheront de conduire à bien cette politique. Trois séries de contraintes.

- Les réformateurs se heurtent à l'immobilisme et à l'hostilité des la haute bureaucratie administrative et du personnel dirigeant des grands établissements publics et des banques bref des élites en place.

- Les contraintes extérieures (endettement) sont très lourdes.

- L'aggravation de la situation politique au cours de l'année 91 avec la montée de l'islamisme. En juin 91, la répression sanglante de la grève générale orchestrée par la FIS entraîne la chute du gouvernement Hamrouche.

Le rééchelonnement de la dette et le plan d'ajustement structurel

A la suite de l'interruption des élections législatives en janvier 1992, le haut Comité d'État mis en place après la destitution de Chadli fait appel à un certain nombre de revenants de l'époque Boumediene en nommant au poste de Premier Ministre successivement Ghozali, Reda Malek et Abdeslam.

Le problème de l'endettement du pays se pose désormais en termes pressants. Le montant de la dette (30 milliards) et surtout sa structure (le poids la dette à court terme est énorme) impose un niveau de remboursement que le pays ne plus supporter. Au cours de la période 86/92, l'Algérie a payé en moyenne 14% de son PIB au service de la dette. En 1993, le service

de la dette représentait 86% des exportations! Le pays est contraint à un rééchelonnement refusé jusque là notamment par Belaid Abdeslam, chef du gouvernement de juillet 92 à juillet 93 qui a imposé au pays une "économie de guerre" aux effets aussi désastreux qu'inutiles. Mais les bailleurs internationaux refusent en effet d'accorder de nouveaux crédits à l'Algérie. Le rééchelonnement autrefois présenté comme un "bradage" de la souveraineté nationale devient l'unique solution acceptée par la majorité de la classe politique. Le 1 juin 1994 un premier rééchelonnement est négocié, il sera suivi par un deuxième accord en 1995. Ces accords allègent le poids du service de la dette mais le niveau de l'endettement reste inchangé, il augmente même en passant à 33 milliards de $ actuellement. Les accords de rééchelonnement sont accompagnés par un plan d'ajustement structurel qui vise à assurer les grands équilibres économiques (réduction du déficit budgétaire, nouvelle dévaluation du dinar qui s'échange à 0,10 FF en 1995, réduction des dépenses publiques, du soutien des prix etc..). Le plan d'ajustement structurel est devenu pratiquement le programme de travail du gouvernement depuis avril 1994. Quels sont ses résultats?

Le point sur l'évolution récente de la situation économique

Il convient plus que jamais de distinguer entre le secteur pétrolier littéralement "sanctuarisé", très protégé et le reste de l'économie.

Après une phase pendant laquelle la production des hydrocarbures a vécu sur les investissements des décennies précédentes, le pays a relancé une politique de valorisation en faisant appel aux compagnies étrangères. L'objectif est triple: la prospection couronnée de succès de nouveaux champs, l'amélioration de la productivité des gisements pétroliers actuels par récupération assistée, accent mis sur l'utilisation du gaz qui doit se substituer au pétrole pour la consommation interne et surtout fournir un fort courant d'exportation. Avec le doublement du gazoduc Transmed 1 (vers l'Italie) et la construction achevée en 1996 du Transmed 2 à destination de l'Espagne via le Maroc, l'objectif est d'atteindre un volume d'exportation à très court terme de 60 milliards de m^3 soit le double de celui de 1990.

Grâce aux hydrocarbures, les résultats macro-économiques obtenus apparaissent comme satisfaisants. La croissance pour l'année 1996 a été de 4% alors que les années précédentes lelle avait été a été négative. les réserves de change se sont améliorées, le service de la dette extérieure a été ramené à 32%. C'est le résultat d'une excellente année 1996 où se cumulent bons résultats pétroliers et bons résultats agricoles. La rente pétrolière avec 12,6 milliards de $ a retrouvé son niveau de 1980 avec l'augmentation (passagère?) du prix du pétrole et surtout l'augmentation des volumes exportés. L'année agricole 1996 a été la meilleure depuis 1962, les importations de céréales ont en conséquence été fortement diminuées. La performance ne se renouvellera pas en 1997: 60% des superficies emblavées ne seront pas récoltées en raison de la sécheresse. La céréaliculture algérienne reste toujours très dépendante des aléas climatiques.

Par contre dans le secteur industriel hors hydrocarbures, la situation n'a cessé de se dégrader. Depuis 1989, les taux de croissance sont négatifs (- 4,4% en 1996). La baisse globale du niveau de a atteint plus de 20% entre 1989 et 1996. L'outil industriel est en effet vieilli, beaucoup d'unités ont déjà 20 ans d'âge. Les entreprises ont souffert aussi de ne pouvoir, faute de devises, importer les pièces détachées ou les produits qui leur sont indispensables. Il faut aussi, bien sûr, compter avec les conséquences de la situation politique (destructions, transports peu sûrs). certaines branches de l'activité économique ont connu un véritable effondrement comme le textile et la confection, les cuirs et les chaussures et les industries

lourdes (sidérurgie, métallurgie, mécanique, électronique). Les capacités de production tournent à moins de 50% en 1995 pour l'ensemble de la production manufacturière. La situation est particulièrement grave pour les entreprises publiques qui s'adaptent très mal aux nouvelles données de l'économie de marché qui les exposent à la concurrence des produits étrangers à la suite de la libéralisation du commerce extérieur.

La libéralisation de l'économie est encouragée ces dernières années mais elle se déroule selon des normes particulières. Le code des investissements de 1993 encourage les entreprises privées nationales et le partenariat avec les entreprises étrangères mais les privatisations du secteur public se limitent à un très petit nombre d'entreprises. Par contre la libéralisation du commerce extérieur est profondément engagée et a permis l'émergence d'une nouvelle catégorie d'agents économiques. Ainsi les importations de 1996 (10 milliards de $) ont été réalisées par 25 000 opérateurs privés et seulement 300 entreprises publiques! Ces transformations sont visibles dans toutes les villes d'Algérie qui connaissent un foisonnement d'activités commerciales de toutes sortes. L'économie de marché s'impose à travers le secteur commercial et non le secteur productif. Le phénomène de pénurie a pratiquement disparu. Désormais les marchés sont inondés de biens de consommation importés.... inaccessibles à la majorité de la population.

Au vu de ces données on se rend compte que plus que jamais le fonctionnement de l'économie reste dépendant de la rente pétrolière. Le commerce extérieur est le principal lieu de "consommation" de la rente énergétique. Les mutations contradictoires montrent que si les résultats macro-économiques du programme d'ajustement structurel sont incontestables, les effets économiques et sociaux (fermetures d'entreprises, licenciements massifs de salariés) risquent à moyen terme de remettre en cause pendant longtemps les possibilités d'une relance économique. Le plan d'ajustement structurel aussi inévitable soit-il, ne peut pas remplacer un projet de développement.

II Les enjeux de société

Conséquence de cette histoire économique, brutale, heurtée, la société algérienne est profondément transformée. Au cours de ces dernières années le tissu social algérien est entièrement recomposé.

A De profondes mutations dans la société algérienne

La montée des jeunes

La population algérienne est extraordinairement jeune: un algérien sur 2 a moins de 20 ans, les moins de 15 ans composent 40% de l'effectif total. Une telle structure par âge est la conséquence d'une croissance naturelle de la population qui s'est maintenue à un niveau de 3% l'an jusqu'en 1980. Elle a baissé considérablement depuis: de près du 1/3 en 10 ans. En 1994 le croît naturel est de 2,1%. Mais l'accroissement démographique des décennies 70 et 80 est une véritable bombe à retardement dont le pays subit actuellement les conséquences notamment dans les domaines de l'éducation (lourdeur des investissements démographiques et nous le verrons sur le marché de l'emploi).

L'émergence, la poussée de ces générations d'adolescents et de jeunes adultes marque désormais la société algérienne. La rue n'est plus le domaine des enfants comme il y a

quelques années. Ces jeunes adultes, scolarisés pour le plus grand nombre, exigeants, ouverts, contestataires, attentifs aux réalités extérieures, à la recherche d'un emploi trop souvent hypothétique modifient profondément la réalité sociale algérienne. Nés après l'Indépendance, ils ne sont pas attachés aux valeurs qui donnent une certaine cohésion aux générations antérieures. Pour les responsables c'est une réalité nouvelle dont il faut tenir compte. Cette génération de jeunes adultes est une des données essentielles de la crise que traverse la pays.

Les nouvelles composantes de la société

Le temps n'est plus où un fellah enturbanné, aux traits burinés, enveloppé dans la gandoura traditionnelle pouvait illustrer l'Algérie. En 25 ans, le corps social s'est profondément restructuré. En témoigne, la simple analyse du tableau de l'évolution des emplois de 1967 à 1991 (tableau 3).

						évolution 91/67
en milliers	1967	%	1986	%	1991	%
Agriculture	874	50,00	856	22,9	750	17,20
Industrie	123	7,00	537	14,4	670	15,40
Bâtiment +BTP	71	4,00	657	17,6	683	15,70
Transports	53	3,00	169	4,5	252	5,80
Commerces/services	321	18,40	612	16,4	686	15,70
Administration	306	17,60	900	24,1	1131	30,20
TOTAL	1748	100	3731		4359	100

Tableau 3: Évolution des emplois de 1967 à 1991

Le pays était présenté, il y a 25 ans, comme profondément rural. Les agriculteurs représentaient la moitié de la population active. Les 856 000 agriculteurs du pays ne comptent plus que pour 23% dans la masse des 3 700 000 emplois de 1991. Ils demeurent sans doute le groupe social le plus nombreux mais pour peu de temps. Dans une Algérie, en pleine croissance démographique, leurs effectifs stagnent ou même régressent légèrement et vieillissent.

L'augmentation notable des effectifs de l'administration ne surprend guère dans un pays où pendant tant d'années l'effort de développement a été à peu près uniquement soutenu par l'État.

Toutefois, partant de très bas, les effectifs industriels restent relativement faibles (670 00 en dépit d'une forte progression en termes relatifs (les effectifs ont quintuplé).

C'est le secteur du Bâtiment qui a enregistré la progression la plus spectaculaire, l'induction a beaucoup joué. Le type d'industrialisation choisi nécessite de très grands travaux d'infrastructure, il faut aussi remarquer que la situation de départ (1967) correspond à une réelle stagnation du secteur.

Ces profonds changements apportés à la structure de l'emploi se traduisent dans les catégories socioprofessionnelles (tableau 4).

Employeurs	58	1,54%
Indépendants	721	19,15%
Coopérateurs	13	0,35%
Salariés permanents	2571	68,40%
Salariés saisonniers	142	3,72%
Apprentis	14	0,38%
Aides-familiaux	242	6,40%
TOTAL	3761	

Tableau 4: Situation dans la profession en 1986 (en milliers)

Désormais, les salariés constituent le groupe de très loin dominant, plus de 70% des personnes employées, alors que la catégorie des "Indépendants" ne compte que pour 20%. Cette montée du salariat, essentiellement urbain est, de loin le trait le plus révélateur de la société algérienne. Elle apparaît fortement liée à l'expansion du secteur public. Cette nouvelle couche sociale s'est structurée au cours de la décennie 70 quand s'est imposé le projet de développement de Boumediene. Comme dans beaucoup de pays en voie de développement, les couches sociales se déterminent en fonction de leurs relations avec l'État et le Pouvoir.

B Une population majoritairement citadine en proie à une extraordinaire crise de l'habitat

Depuis l'Indépendance l'Algérie est entrée dans une phase d'intense urbanisation. Le taux d'accroissement des villes entre 1966 et 1977 a été de 5,8% l'an. Pendant cette période, l'Algérie a connu un important exode rural: le solde migratoire a été de 2,6% /an: 1,7 million de ruraux sont partis en ville (130 000 /an). Cette poussée s'est beaucoup ralentie. Actuellement le taux de croissance urbaine s'atténue légèrement et la croissance naturelles des populations urbaines l'emporte sur l'exode rural. Depuis 1966 les organismes urbains sont passés de 96 à près de 500 actuellement, la population citadine a été quadruplée et les espaces urbanisés multipliés par 8. Les 2/3 des espaces urbanisés l'ont été au cours des 20 dernières années.

Partout le même modèle de croissance urbaine s'est imposé et l'urbanisation s'est effectuée sans aucun contrôle de ses processus. La ville algérienne, grandie trop vite, faite de pièces et de morceaux, d'une juxtaposition anarchique de quartiers est pour la population le lieu d'insupportables tensions. Tout se combine pour que le citadin se sente mal dans son espace: les constructions sont mal adaptées, la congestion urbaine est poussée à son comble, les transports urbains déficients, l'alimentation en eau aléatoire. La ville est le lieu de tous les contrastes. La ville éclate socialement et physiquement. Les villas-châteaux des nouveaux riches à l'abri de leurs hauts murs défient les vieux quartiers taudifiés ou les nouveaux

bidonvilles. C'est autour de la question du logement que se cristallise toutes les rancœurs et tensions.

Quelques données chiffrées récentes peuvent nous donner une idée de l'ampleur de la crise. La suroccupation des logements atteint des limites difficilement dépassables. La taille moyenne du ménage (vivant sous le même toit) est sans doute une des plus fortes du monde: 6,7 personnes en 1967, 7,1 en 1987, sans doute 8 actuellement. D'autres chiffres indiquent la très forte saturation de l'habitant algérien: 3,2 personnes par chambre à coucher, 2,7 par pièce d'habitation. Il y a eu considérable aggravation de la situation d'autant plus qu'avec la récente diminution de la fécondité, le nombre des enfants de moins de 15 ans dans le ménage a baissé (de 3,2 à 2,8). Autrement dit c'est le nombre moyen d'adultes par ménage qui a fortement augmenté. L'impossibilité pour beaucoup de jeunes adultes de disposer d'un logement autonome conduit à la cohabitation fréquente de familles complexes à trois générations. La crise du logement est également la raison essentielle du recul de l'âge au mariage et de la fécondité enregistré depuis 10 ans. L'âge moyen au mariage pour les filles est de 26 ans un record absolu dans le monde arabe; celle des hommes de 30 ans. On mesure toutes les frustrations que peuvent entraîner cette situation insupportable.

Pendant longtemps la promotion publique assurait l'essentiel des constructions de logements. L'État depuis l'entrée en crise du pays a abandonné cette fonction et l'accès au logement devient l'élément essentiel de discrimination sociale. De ce point de vue on peut distinguer schématiquement entre quatre cas de figure.

 Les couches sociales qui ont un lien avec le pouvoir: fonctionnaires de l'État, des collectivités locales, salariés des entreprises nationales ont bénéficié d'un accès privilégié au logement locatif. Pratiquement tous les logements de la promotion publique leur étaient réservés. En effet, les autorités ont tenté de résorber le retard en édifiant des très vastes ensembles: les Z.H.U.N. ou zones d'habitat urbaines nouvelles. Ce ne sont que d'immenses constructions d'immeubles-barres qui constituent désormais le paysage interchangeable de toutes les zones périphériques des villes algériennes. Ces ensembles, construits très rapidement, souvent mal finis, sont trop souvent localisés en marge des agglomérations et des zones d'activité. Ce sont d'immenses cités dortoirs. Mais cette réponse purement quantitative est elle-même insuffisante. Actuellement le rythme de construction est sérieusement ralenti sinon arrêté.

 Les couches aisées accèdent au logement par la construction. En 1977 ont été mises en œuvre les réserves foncières (lotissements communaux). L'essentiel des réserves a été constitué à partir du domaine de l'État, de terres communales ou de terres agricoles étatisées. Des dizaines des milliers de lots ont été vendus à bas prix. La nécessité pour l'acquéreur de bâtir dans un délai de trois années, a, par contre, entraîné un véritable dérapage du système en faveur de catégories aisées. Par ailleurs les lots se sont révélés insuffisants. Actuellement il y libéralisation de l'achat des terrains à construire et possibilité d'entreprendre de la promotion immobilière. Les terrains sont très chers. Dans toutes les périphéries urbaines un habitat de villas somptueuses marque la paysage: ce sont les quartiers de la nouvelle bourgeoisie algérienne, de la nomenklatura du régime et des nouveaux riches .

 Une part très importante de la population ne dispose d'aucune de ces possibilités. Ces catégories modestes (employés, petits commerçants, artisans, émigrés) dont les revenus et les aspirations sont supérieurs à ceux des habitants des bidonvilles mais qui ne peuvent prétendre aux lotissements communaux réservés aux classes aisées. Leur stratégie, celle de auto

construction, se traduit par l'insertion dans les espaces «sous urbains», délaissés par l'urbanisation officielle (pentes, marges, terrains à risques d'éboulement) par achat de lots à des propriétaires privés, illicitement mais avec titres. Faisant participer la force de travail de toute la famille aux côtés du maçon, les intéressés vont édifier au moindre coût une construction qui progressera au fur et à mesure des disponibilités financières, et demandera dix ou quinze ans pour être achevée. Parce qu'ils sont propriétaires de leur terrain, ils n'hésitent pas à investir tout le bien de leur famille et construisent en dur (parpaing et dalle); parce que le statut est urbanistiquement illicite (absence de permis de construire), ils construisent en dehors des normes et réalisent leur maison à l'image qu'ils se font de l'urbanité, combinant dans des proportions variables la filiation de l'habitat traditionnel (cour intérieure, ruelle à décrochements et encorbellements) et les emprunts à l'urbanité (balcon, garage-atelier au rez de chaussée, accès automobile). Des quartiers entiers se construisent de cette façon. Cet habitat, longtemps ignoré des pouvoirs publics, puis promis à la destruction est aujourd'hui toléré: régularisation des statuts, réalisation de quelques équipements et infrastructures.

 Enfin se multiplient actuellement des formes d'habitat sommaires, des bidonvilles contre lesquels les autorités interviennent périodiquement sans grand succès.

On comprend dans ces conditions que les quartiers pauvres des villes cristallisent toutes les frustrations de la société algérienne devenue très inégalitaire. Là ce sont manifestées dès 1986 les premières contestations de la jeunesse algérienne, là le mouvement islamiste a établi ses principaux fiefs. Là est la poudrière du pays.

C L'explosion du chômage.

La situation de l'emploi ne cesse de se dégrader. Pendant la période de croissance qu'a connue le pays les créations d'emplois n'ont pas été négligeables. De 1967 à 1984 (tous secteurs confondus) la création moyenne d'emplois a été de 125 000 par an et même 165 000 en 1985. Ces créations ont permis de contenir le chômage. Avec la crise la situation est tout autre. Il y a eu réduction du nombre des créations d'emplois: 94 000 en 1986 et 1987, 62 000 en 1988 alors que la demande d'emplois est évaluée à 300 000/an en raison de la vigueur de la croissance démographique antérieure

Le nombre des chômeurs est passé de 650 000 en 1984 à 1 800 000 en 1989, 2 100 000 en 1995; le taux de chômage à 28%. Les principaux demandeurs d'emplois sont des jeunes. Sur 100 nouveaux actifs, 31 seulement trouvent à s'employer et 69 sont au chômage.

Le chômage que connaît le pays est essentiellement un chômage d'insertion. Plus de 63% des chômeurs sont à la recherche de leur premier emploi et 62,5% des jeunes de la tranche d'âge des 15 à 19 ans sont au chômage. 85% des personnes à la recherche d'un emploi ont moins de 30 ans. Ce chômage touche les jeunes quel que soit leur niveau d'instruction. Le chômage est aussi un chômage des diplômés inconnu jusque là. Pour redresser la situation et faire face à la demande des jeunes qui arrive sur le marché de l'emploi c'est plus de 200 000 emplois annuels qu'il faudrait créer! Dans le proche avenir, avec le plan d'ajustement structurel, la compression des effectifs va être sévère dans les entreprises publiques et la situation va encore s'aggraver.

Les perpectives sont très sombres. Conséquence de l'accroissement démographique, la population active augmentera jusque vers 2010 à un rythme de 3,6% l'an (en 1985 la population active totale était de 4,9 millions, elle sera de 12 millions en 2010). Il faudrait

créer au moins 300 000 emplois/an dans les deux décennies à venir pour absorber les seuls nouveaux actifs donc maintenir le chômage à son niveau actuel! Le pays semble être engagé vers un chômage de masse. L'Algérie a inauguré une nouvelle ère où l'emploi informel et l'auto-emploi (avec, entre autres,la forme particulière du trabendo: revente de marchandises venues en fraude) deviennent le salut d'un très grand nombre d'actifs.

D La baisse du niveau de vie et l'accentuation des inégalités sociales

La dégradation du niveau de vie est impressionnante. Le PNB par habitant qui était encore de 2400 $ en 1985 est actuellement de l'ordre de 1600 (une chute du 1/3 en 10 ans!). Désormais l'Algérie est devancée par la Tunisie. L'inflation a été continue. La chute du pouvoir d'achat des salariés a été en moyenne de 20% entre 1989 et 1995. Cette régression est très durement ressentie par les couches moyennes de la population et les cadres qui avaient été les bénéficiaires de la politique antérieure. Ces catégories sont fortement déstabilisées par la remise en cause de leur position économique.

Une enquête sur les dépenses de consommation des ménages de 1988 à la veille de la crise révèle déjà d'importants écarts :

- les dépenses totales de consommation de 10% des ménages les plus riches sont 11,7 fois plus importantes que celles de 10% des ménages les plus pauvres.

- 20% des ménages effectuent 46,5% des dépenses totales tandis que les 20% les plus pauvres ne dépensent que 6,8% du total.

- les achats de viande sont 12 fois plus importants dans le premier groupe que dans le second, ceux de lait 8,5 fois.

Depuis les écarts sociaux n'ont cessé de croître, ils rejoignent ceux du Maroc et de la Tunisie avec une nomenklatura plus large qu'en ces deux pays. Relativement discrète jusque là, la classe sociale au pouvoir, après l'époque Boumediene, s'est enrichie et élargie. Elle étale ses richesses avec ses voitures de luxe, ses immenses villas construites aux portes des villes. Le coût social des mesures de réajustement est très lourd pour les populations. La diminution du pouvoir d'achat est de l'ordre de 40 % en dix ans. La population vivant en dessous du seuil de pauvreté est estimée en 1995 à 840 000 familles soit 4 600 000 personnes. Par contre, conséquence de la libéralisation du commerce extérieur les magasins sont bien fournis. Les produits importés sont inaccessibles au plus grand nombre. Le pays se divise de plus en plus en deux catégories : une Algérie des riches, une Algérie des pauvres.

Quelle que soit l'ampleur de la crise économique, il ne faut pas y voir l'origine de la contestation islamique. Elle est beaucoup plus ancienne. L'"islamisation par le bas" a beaucoup progressé au cours de la décennie 1970 avec la multiplication des mosquées échappant à tout contrôle de l'État, avec la confusion entre islamisation et arabisation dans les écoles. Les premières violences-dirigées déjà contre les femmmes-remontent à la même période. Le premier maquis islamiste dirigé par Bouali dans les montagnes de l'Arba en bordure de la Mitidja orientale remonte au début de la décennie 1980, il a été éliminé en 1985.

Par contre, avec l'aggravation de la situation depuis 1986, il est évident que la crise économique et sociale et la violence islamique se renforcent l'une l'autre.